



L'Observatoire de la Démocratie

Viavoice – Fondation Jean Jaurès – La Revue Civique

avec France Inter, BFM TV, la Presse régionale et Aujourd'hui en France

Sous embargo jusqu'au 12 janvier 2018 à 6 heures



Viavoice Paris

Études Conseil Stratégie
9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90
www.institut-viavoice.com

Sommaire et modalités de réalisation

- 3. Synthèse des enseignements
- 7. L'état des lieux de la démocratie en France
- 12. La recomposition politique
- 20. Les institutions et l'équilibre des pouvoirs
- 25. Le vote et l'abstention, les Primaires
- 28. L'engagement citoyen, la démocratie participative et les nouveaux outils numériques
- 31. La hiérarchie des solutions démocratiques

Étude réalisée par Viavoice pour la Fondation Jean Jaurès et La Revue Civique, avec France Inter, BFM TV, la Presse régionale et *Aujourd'hui en France*.

Interviews effectués en ligne du 22 au 28 décembre 2017.

Échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

Les évolutions mentionnées dans ce rapport sont issues des précédentes vagues de l'Observatoire de la Démocratie, réalisées auprès d'échantillons comparables du 11 au 16 avril 2014 et du 5 au 9 septembre 2016.



Synthèse des enseignements

Synthèse des enseignements (1/3)

La démocratie française, grande gagnante de l'année 2017 ?

Traditionnellement, en janvier, l'heure est au bilan de l'année écoulée, mais aussi aux vœux et aux bonnes résolutions pour l'année à venir.

Sur le plan de la démocratie, l'année écoulée n'aura ressemblé à aucune autre, tant la recomposition politique et les nouvelles formes d'engagement et d'expression auront été importantes en 2017: accroissement sans précédent de l'utilisation des outils numériques, réinvestissement en parallèle de l'espace public et des meetings, multiplication et succès des Primaires avant leur remise en cause, apparition de nouvelles formations politiques et crise majeure au sein des partis traditionnels, élection d'un Président « et de gauche, et de droite » de 39 ans et sans carrière d'élu derrière lui, et enfin une Assemblée nationale renouvelée aux trois quarts.

De cette remise en cause de clivages séculaires (comme le clivage gauche-droite), de cette vague de « démagisme » sans précédent depuis 1958 et les débuts de la V^e République, de ces expérimentations nombreuses au-delà d'un seul parti ou d'un seul courant d'idées – de LREM à LFI, comme du PS à LR – **l'opinion publique en retient majoritairement un aspect : au cours de cette année 2017, la démocratie française aura progressé selon les Français, voire se sera régénérée après plusieurs années de crises économiques et politiques majeures.**

La démocratie française fonctionne mieux, et cette opinion est partagée au-delà des clivages politiques et sociaux

Ainsi les évolutions sont sans précédent depuis la dernière vague de l' « Observatoire de la Démocratie » réalisée en septembre 2016, c'est-à-dire avant la longue campagne présidentielle commencée par les Primaires de la droite et du centre, mais aussi juste après la vague d'attentats de 2015 et 2016 (l'attentat de Nice du 14 juillet, notamment, précédait de quelques semaines seulement notre dernière enquête).

À peine 16 mois plus tard, les Français portent un tout autre regard sur « leur » démocratie, **puisque ils sont aujourd'hui une majorité (54 %) à penser que celle-ci « fonctionne bien », contre à peine 36 % en 2016 et 30 % en 2014.**

Plus étonnant encore, cette progression sans précédent n'est pas circonscrite aux seules catégories de population les mieux intégrées (car plus aisées, plus diplômées, plus mobiles ou mieux protégées sur le marché du travail), que l'ont dit davantage choyées par la nouvelle majorité ou plus enclines à défendre les institutions républicaines.

Pas de clivage démocratique entre « peuple » et « élites », en quelque sorte, ni entre « insiders » et « outsiders ».

Synthèse des enseignements (2/3)

Au contraire, les clivages mesurés en 2016 selon l'âge et la catégorie sociale des répondants s'estompent progressivement :

- Alors que **les plus jeunes citoyens** (18-24 ans) étaient à peine 26 % à considérer que la démocratie fonctionnait bien en septembre 2016, **ils sont aujourd'hui 61 % à partager cette opinion** : soit une progression majeure de 35 points, bien supérieure à la moyenne des Français (+18).
- La même observation peut être faite selon le milieu social : si les catégories populaires restent globalement un peu moins satisfaites du fonctionnement de la démocratie que les catégories plus aisées (45 % de satisfaction contre 58 %), ce « clivage social » est nettement moins marqué qu'en 2016, avec une progression de 19 points parmi les catégories populaires contre 11 points pour les catégories aisées.

Enfin, sur un plan plus politique, cette amélioration du « sentiment démocratique » est loin d'être circonscrite à un seul électorat : si 80 % des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie, c'est aussi le cas de 66 % des électeurs de François Fillon, 64 % des électeurs de Benoît Hamon, et même 48 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, en dépit des critiques du leader de la France Insoumise contre le « coup d'Etat social » qu'auraient constituées les réformes économiques de l'automne 2017, et notamment les ordonnances réformant le code du travail.

Finalement, **seuls les électeurs de Marine Le Pen restent très peu nombreux (31 %) à considérer que la démocratie fonctionne bien en France**, symptôme d'un clivage toujours important entre l'électorat d'extrême-droite et les autres, quels qu'ils soient, sur les questions démocratiques.

Recomposition politique et renouvellement des élus : l'année où les Français se sont prouvés qu'ils pouvaient transformer la vie politique par leurs bulletins de vote

Que s'est-il passé ? Peut-on expliquer cette « régénérescence démocratique » par le seul mérite du nouveau Président, et sa volonté d' « exercer le pouvoir autrement » ?

Ou par la seule action d'un gouvernement et d'une majorité à la composition atypique, entre ministres ou députés de droite, du centre et de gauche, ainsi que de nombreux représentants de la société civile ?

Certes, leur approche est perçue comme nouvelle : **48 % des Français considèrent la manière de gouverner de l'exécutif comme une « rupture » par rapport aux précédents quinquennats**, contre seulement 36 % une « continuité » ; et ils sont également **75 % à penser que « faire travailler ensemble élus de gauche et de droite permet de prendre de meilleures décisions pour la France »**, une opinion largement majoritaire pouvant être perçue comme un satisfecit vis-à-vis de la majorité actuelle « et gauche, et droite ».

Synthèse des enseignements (3/3)

Pour autant, l'action de la majorité n'apparaît pas comme la seule explication à l'amélioration du « sentiment démocratique » depuis 2016 :

- D'une part car **pour les deux tiers des Français (66 %) la recomposition politique et le renouvellement des élus s'explique surtout par « le rejet des partis traditionnels et des personnalités politiques qui étaient au pouvoir »,** davantage que par « l'adhésion à de nouvelles formations et de nouvelles personnalités politiques ». Une opinion amenant à penser que cette recomposition est donc davantage le fait des citoyens eux-mêmes que de leurs (nouveaux) gouvernants. Et donc que, pour beaucoup d'entre eux, la démocratie va d'autant mieux qu'ils ont pu – par leur vote – apporter la preuve qu'ils pouvaient changer radicalement la vie politique.
- D'autre part, on remarque que cette recomposition politique, saluée sur le plan du nouveau démocratique (à travers un renouvellement perçu des idées, des profils, des pratiques) **ne permet pas pour autant aux citoyens de se sentir mieux représentés : seule une minorité d'entre eux (39 %) se sent mieux représentée à l'Assemblée nationale,** contre 48 % d'un avis contraire. **Un renouvellement bienvenu, donc, mais insuffisant.**

Au-delà des réformes institutionnelles, le souhait d'une démocratie citoyenne

En guise de vœux et de résolutions pour 2018, ceux du Président de la République prévoient un nouveau chantier de réformes institutionnelles, auxquelles l'opinion publique est aujourd'hui très largement favorable, qu'il s'agisse de **la limitation du nombre de parlementaires (79 %) et du nombre de mandats dans le temps (70 %), ou encore l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives (65 %).**

Mais les Français interrogés dans notre étude mettent aussi en avant d'autres souhaits, comme la possibilité d'exprimer plus directement leurs attentes et leurs voix. Non pas par une multiplication des élections, comme des Primaires ou des référendums, qui apparaissent plutôt en recul. Mais plutôt par la possibilité de s'exprimer directement sur les thématiques qui les intéressent, et donc d'interpeler leurs représentants lorsque cela leur semble nécessaire. Ainsi, la possibilité d' **« obliger les élus à débattre d'un sujet ou à étudier une proposition de loi si une pétition a recueilli un nombre très important de signatures » arrive en tête des réformes attendues,** avec 77 % des Français jugeant une telle réforme « utile à la démocratie » et même 71 % « importante pour eux-mêmes ».

Pour une démocratie plus directe, en quelque sorte, sans être pour autant plébiscitaire.

Des attentes symptomatiques d'une certaine crise de la représentativité, comme de la nécessité d'adapter notre système démocratique à une vie politique nouvelle, où les citoyens s'expriment sans intermédiaire (via le digital notamment), où les fidélités politiques comme les clivages ne sont plus gravées dans le marbre, et où – enfin – **le citoyen revient au centre du système démocratique.** Tel est finalement l'enseignement majeur de 2017, cette année électorale inédite au cours de laquelle les citoyens auront réussi à changer les règles de la vie politique française.



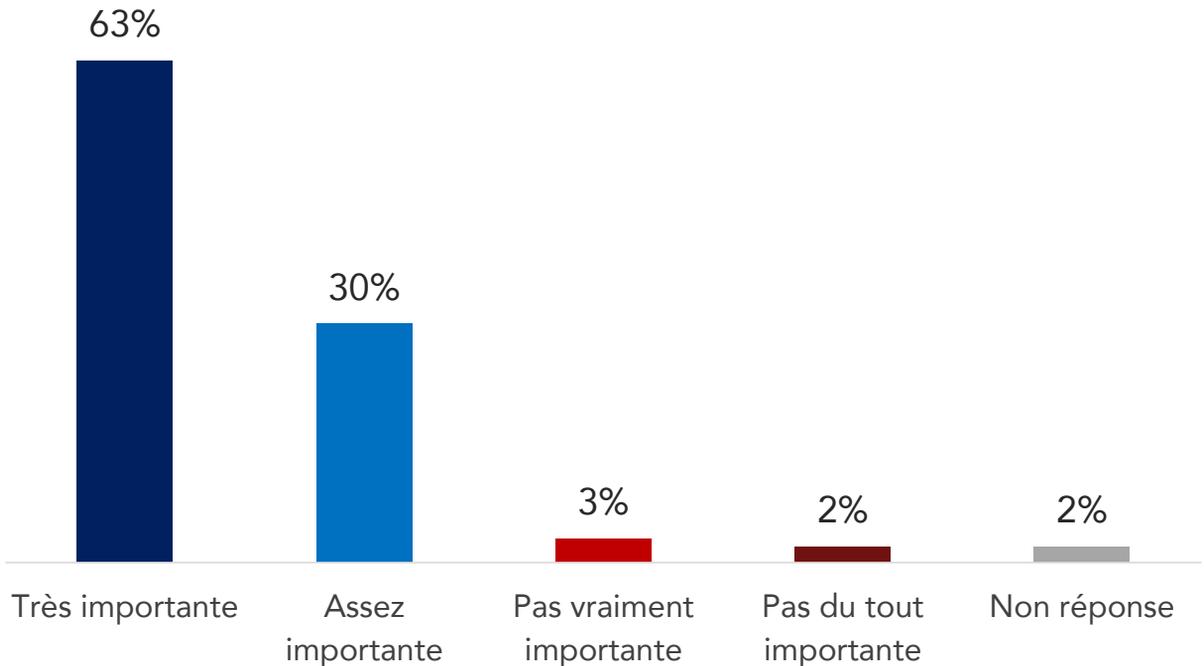
I. L'état des lieux de la démocratie en France

L'attachement à la démocratie

À titre personnel, diriez-vous que la démocratie est très importante, assez importante, pas vraiment importante ou pas du tout importante pour vous ?

Sous-total
« La démocratie est
importante »
93 %

+2 depuis sept. 2016



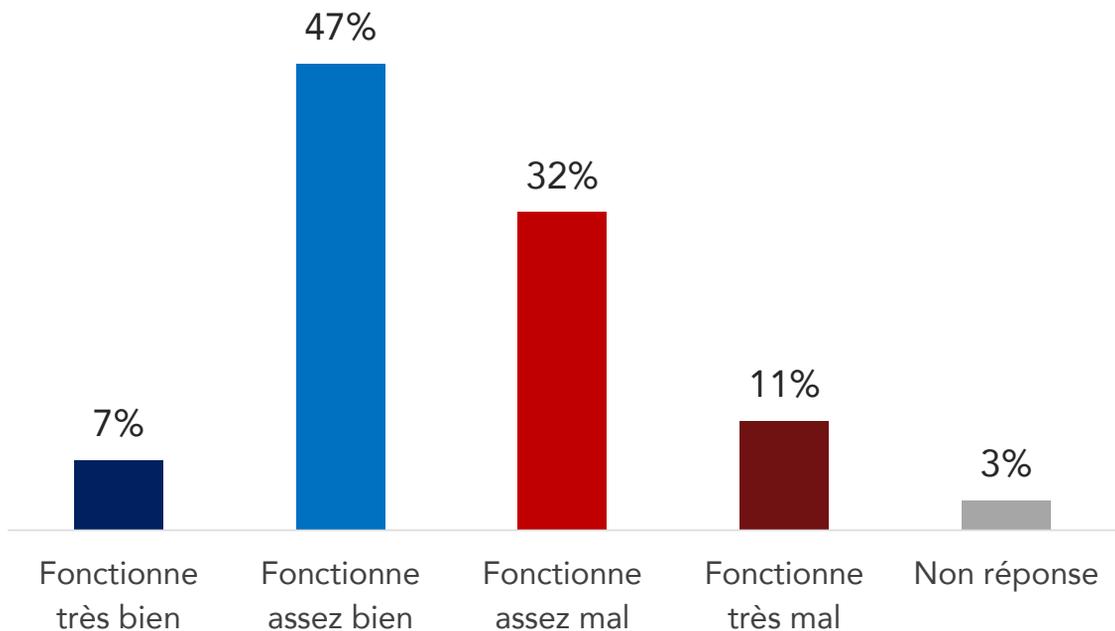
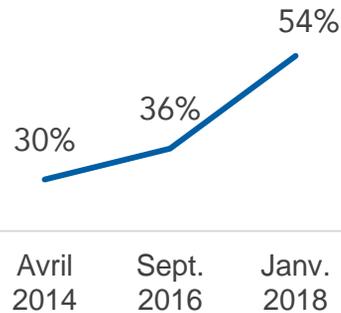
Le fonctionnement actuel de la démocratie

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?

Sous-total
« La démocratie française
fonctionne bien »
54 %

▲ **+18** depuis sept. 2016

▲ **+24** depuis avril 2014



Le fonctionnement actuel de la démocratie - Ventilations

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?

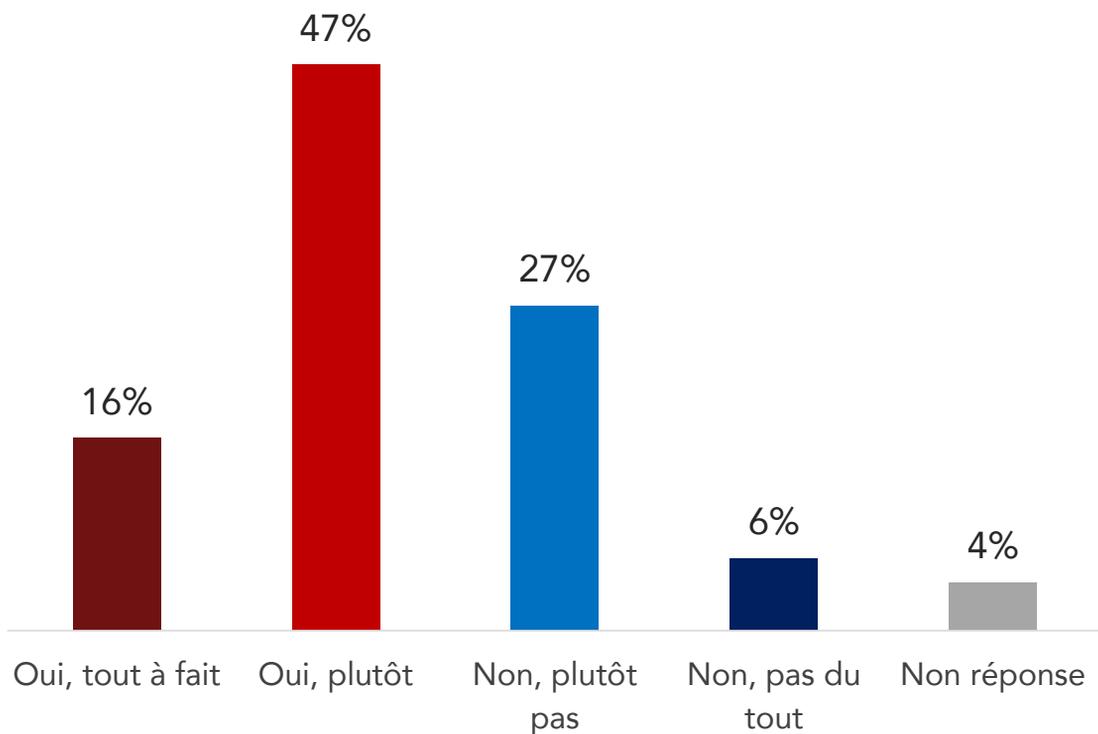
	Sous-total « Fonctionne bien » (en %)	Évolutions depuis sept. 2016
Ensemble de la population	54	+18
Classes d'âge		
18-24 ans	61	+35
25-34 ans	49	+19
35-49 ans	52	+16
50-64 ans	49	+9
65 ans et plus	61	+18
Catégories sociales		
Catégories aisées (CSP+)	58	+11
Catégories populaires (CSP-)	45	+19
Électorats de premier tour de l'élection présidentielle		
Emmanuel Macron	80	-
Marine Le Pen	31	-
François Fillon	66	-
Jean-Luc Mélenchon	48	-
Benoît Hamon	64	-

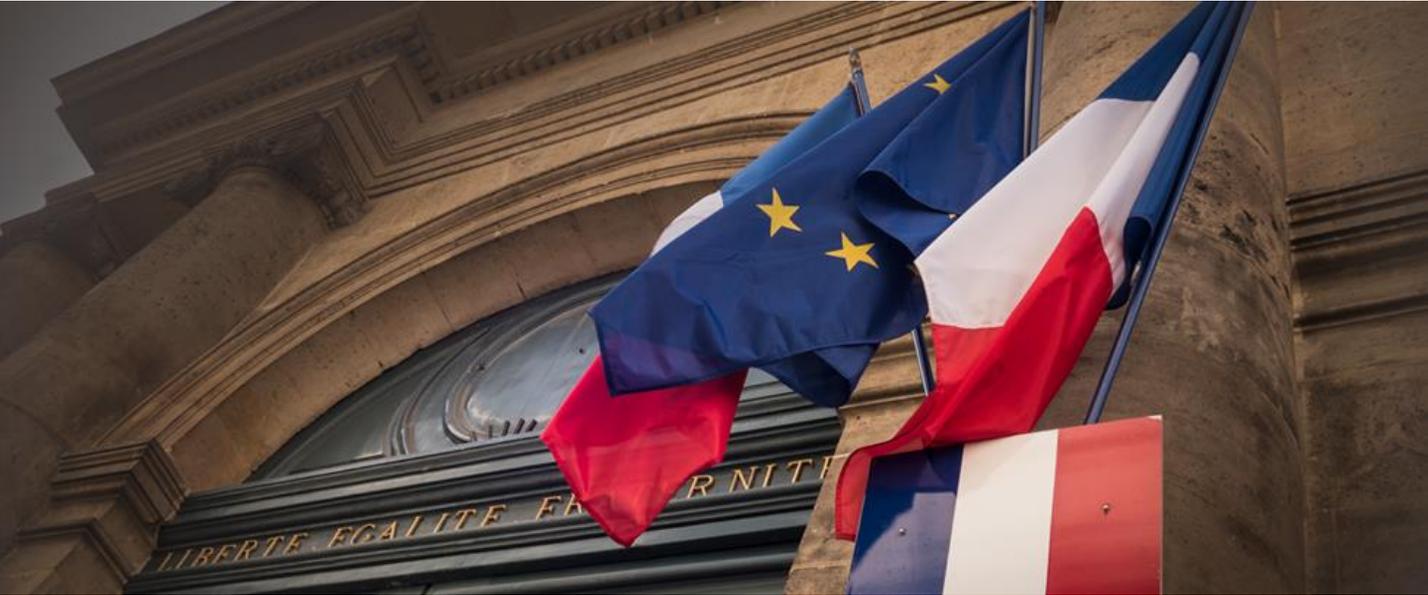
Les risques à court terme pour la démocratie

Pensez-vous que la démocratie française pourrait être vraiment remise en cause dans les années à venir ?

Sous-total
« Oui » 63 %

▼ -9 depuis sept. 2016



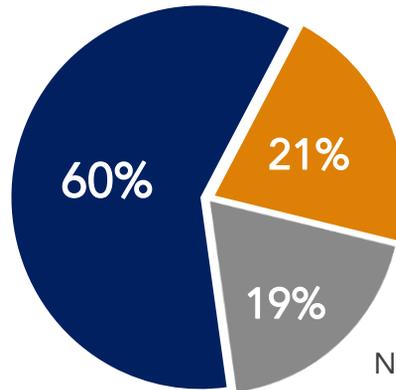


II. La recomposition politique

La pertinence du clivage gauche-droite

Diriez-vous qu'aujourd'hui... ?

Le clivage gauche-droite doit être dépassé
(car il n'est plus pertinent pour la vie politique française)



Le clivage gauche-droite ne doit pas être dépassé
(car il est important pour la vie politique française)

Non réponse

Électorats de premier tour	« Doit être dépassé »
Emmanuel Macron	78
Marine Le Pen	58
François Fillon	66
Jean-Luc Mélenchon	55
Benoît Hamon	44

Classes d'âge	« Doit être dépassé »
18-24 ans	55
25-34 ans	61
35-49 ans	64
50-64 ans	59
65 ans et plus	60
Catégories sociales	
Catégories aisées (CSP+)	68
Catégories populaires (CSP-)	58

Les justifications pour dépasser les clivages

À titre personnel, diriez-vous que... ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

« Oui » 75 %

Faire travailler ensemble élus de gauche et de droite permet de prendre de meilleures décisions pour la France



« Oui » 78 %

Faire travailler ensemble élus de gauche et de droite permet de prendre de meilleures décisions au niveau local



« Oui » 44 % « Non » 50 %

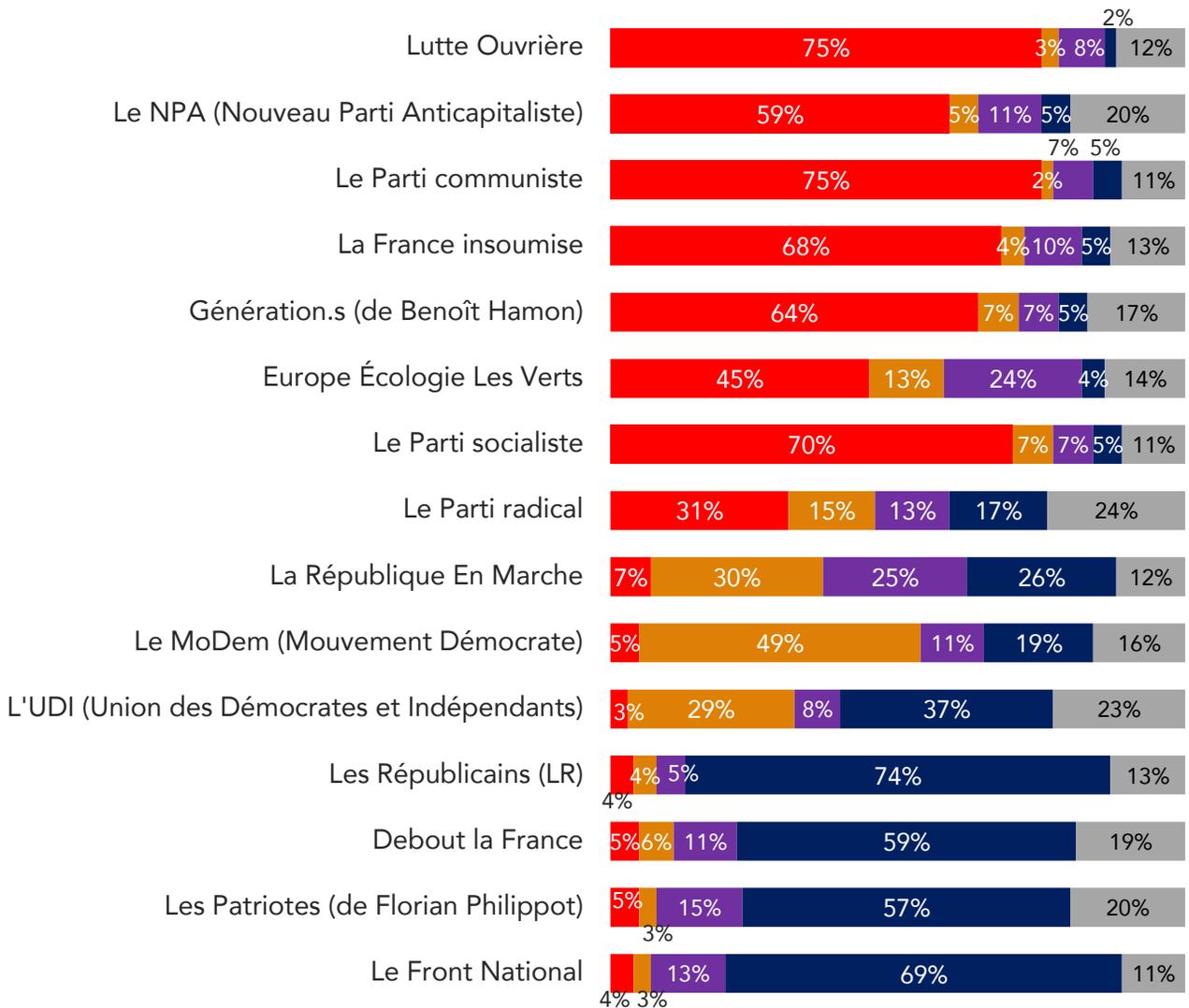
Les idées de gauche et de droite signifient encore quelque chose sur le plan politique



Le positionnement perçu des formations politiques

Pour chacune des formations politiques suivantes, diriez-vous qu'elle se situe... ?

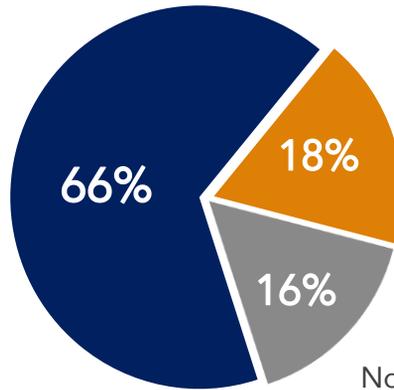
■ À gauche ■ Au centre ■ Ni à gauche, ni à droite, ni au centre ■ À droite ■ Non réponse



Le sens de la recomposition politique en cours

Diriez-vous que le renouvellement des élus et des formations politiques depuis les dernières élections présidentielle et législatives s'explique surtout par... ?

Le rejet des partis traditionnels et des personnalités politiques qui étaient au pouvoir depuis de nombreuses années



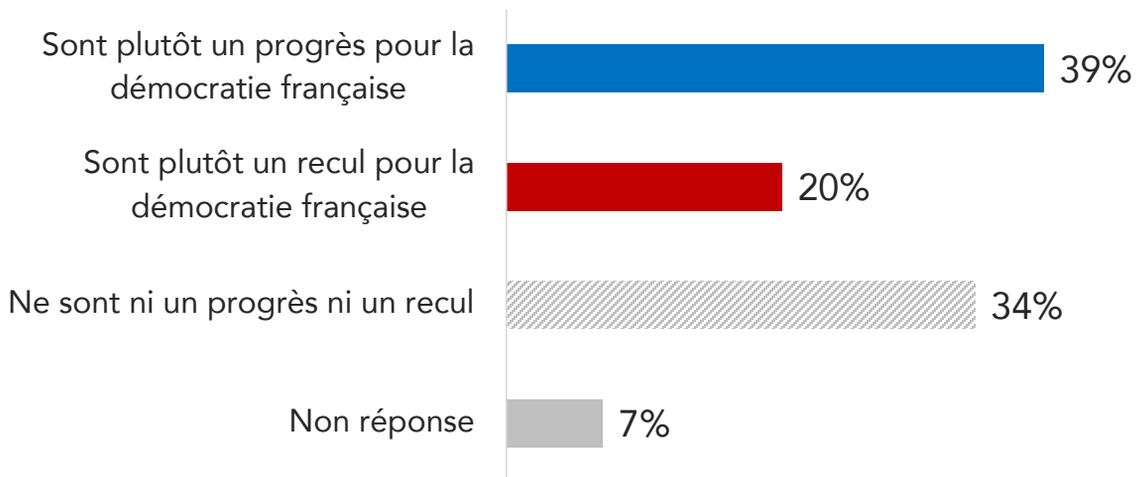
L'adhésion des citoyens à de nouvelles formations et personnalités politiques

Électorats de premier tour	« Le rejet des... »	« L'adhésion... »
Emmanuel Macron	78	19
Marine Le Pen	61	20
François Fillon	75	15
Jean-Luc Mélenchon	66	16
Benoît Hamon	67	21

	« Le rejet des... »	« L'adhésion... »
Classes d'âge		
18-24 ans	44	30
25-34 ans	57	22
35-49 ans	66	17
50-64 ans	68	17
65 ans et plus	78	12
Catégories sociales		
Catégories aisées (CSP+)	73	18
Catégories populaires (CSP-)	57	18

L'impact de la recomposition politique pour la démocratie

Que vous soyez satisfait ou non des dernières élections et de la majorité actuelle, diriez-vous que les changements politiques réalisés depuis un an (nouvelle majorité, remise en cause du clivage gauche-droite, renouvellement des élus à l'Assemblée, nouvelles pratiques du pouvoir)... ?



Et diriez-vous que ces changements politiques dans leur ensemble... ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse



L'impact du renouvellement de l'Assemblée nationale

Lors des dernières élections législatives de juin 2017, 430 députés sur 577 ont été élus pour la première fois, provoquant un large renouvellement des élus à l'Assemblée nationale.

Pensez-vous que ce renouvellement, au-delà des étiquettes politiques... ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

A permis de renouveler les profils des députés (sexe, âge, profession, parcours...)

« Oui » 75 %



Est une bonne chose pour la démocratie

« Oui » 67 %



Permet un renouvellement des idées

« Oui » 67 %



Permet un renouvellement des pratiques politiques

« Oui » 60 %



Permet d'améliorer l'efficacité du travail parlementaire

« Oui » 43 %

« Non » 41 %



Vous donne le sentiment d'être mieux représenté à l'Assemblée nationale

« Oui » 39 %

« Non » 48 %



Crée de la distance entre citoyens et députés, car ceux-ci sont moins bien connus sur le plan local qu'auparavant

« Oui » 38 %

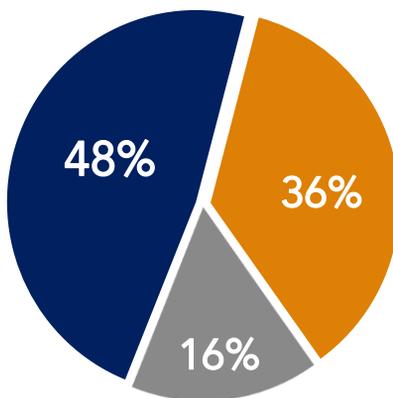
« Non » 48 %



Le sentiment de continuité ou de rupture

Que vous soyez satisfait ou non des dernières élections et de la majorité actuelle, diriez-vous que l'action, les décisions et la manière de gouverner du Président de la République et de la majorité depuis les dernières élections... ?

Constituent une rupture par rapport aux précédents quinquennats de gauche ou de droite



Sont plutôt dans la continuité par rapport aux précédents quinquennats de gauche ou de droite

Non réponse

	« Une rupture »	« La continuité »
Électorats de premier tour		
Emmanuel Macron	75	21
Marine Le Pen	36	47
François Fillon	59	34
Jean-Luc Mélenchon	38	51
Benoît Hamon	30	57

	« Une rupture »	« La continuité »
Classes d'âge		
18-24 ans	38	38
25-34 ans	39	38
35-49 ans	50	33
50-64 ans	45	42
65 ans et plus	61	30
Catégories sociales		
Catégories aisées (CSP+)	48	41
Catégories populaires (CSP-)	42	37

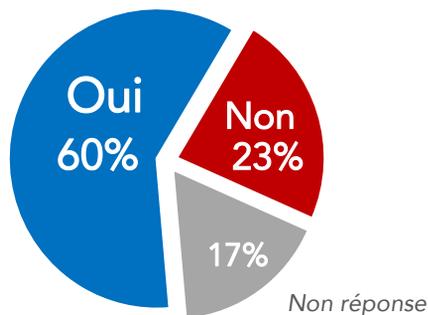


III. Les institutions et l'équilibre des pouvoirs

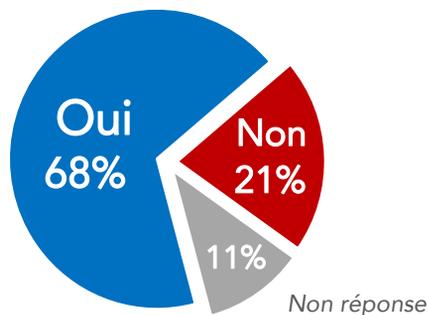
Le cumul des mandats

Depuis les élections législatives de juin 2017, il est interdit de cumuler un mandat parlementaire (député ou sénateur) avec un mandat exécutif local : maire, adjoint au maire, président ou vice-président de conseil régional ou de conseil départemental. À titre personnel diriez-vous que... ?

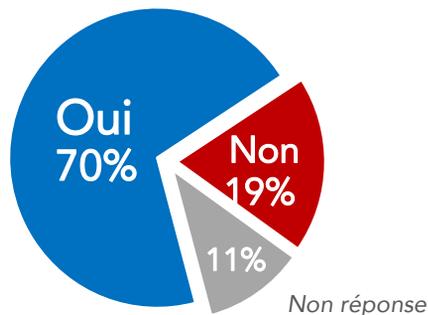
Cette loi de non-cumul des mandats a **un impact positif sur le travail des députés** et leur présence à l'Assemblée nationale



Vous souhaiteriez aller plus loin, en **interdisant tout cumul de mandat**, quel qu'il soit

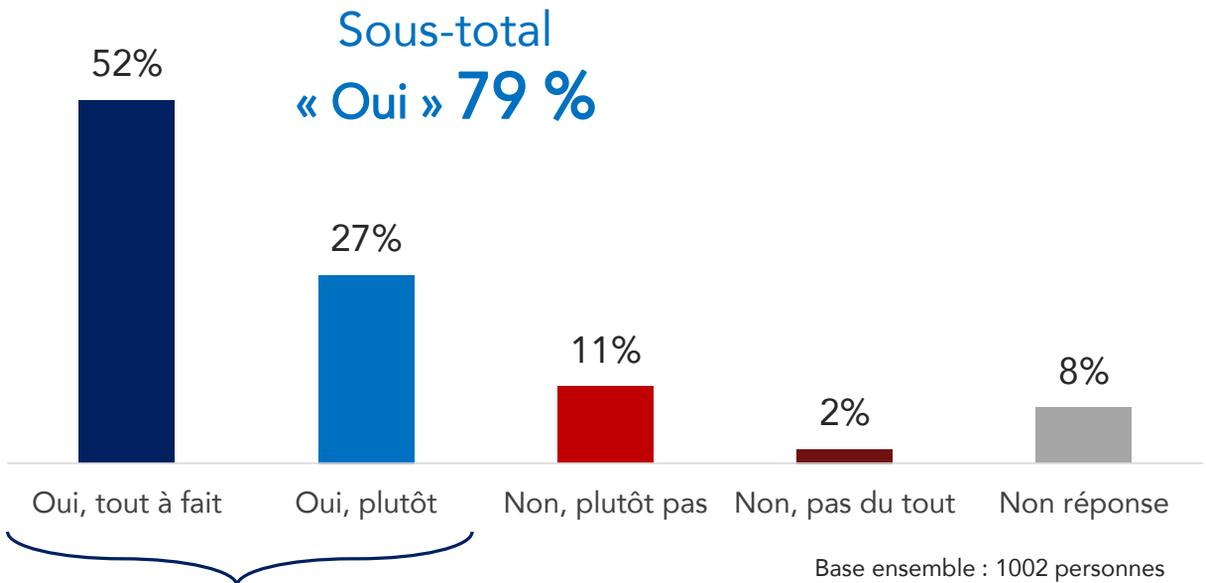


Vous souhaiteriez aller plus loin, en **limitant le nombre de mandats dans le temps** (interdiction pour un élu de se représenter plus de deux ou trois fois à une même élection)

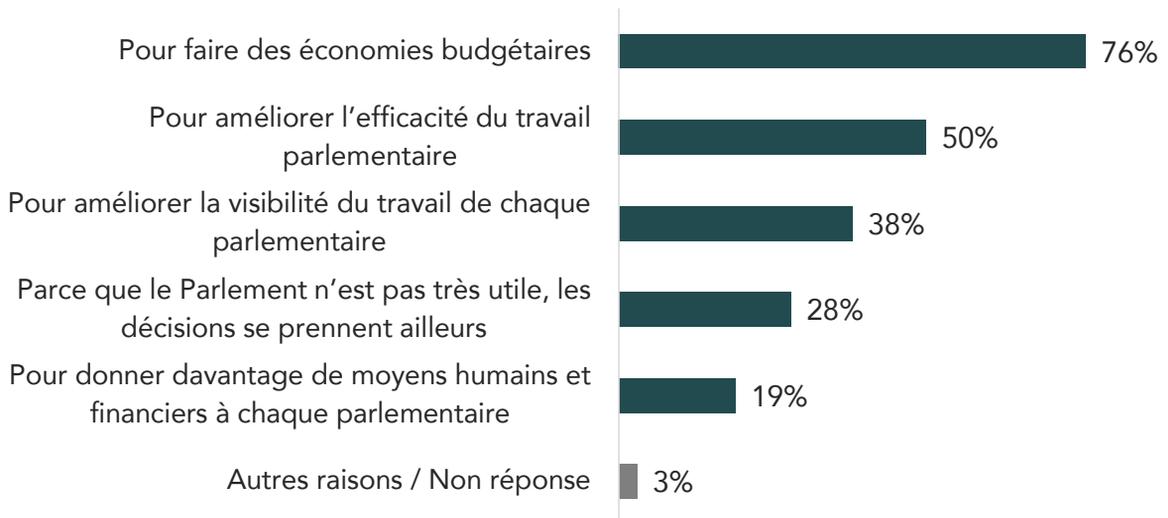


Diminuer le nombre de parlementaires

Pensez-vous qu'il faudrait diminuer le nombre de parlementaires élus à l'Assemblée nationale et au Sénat ?



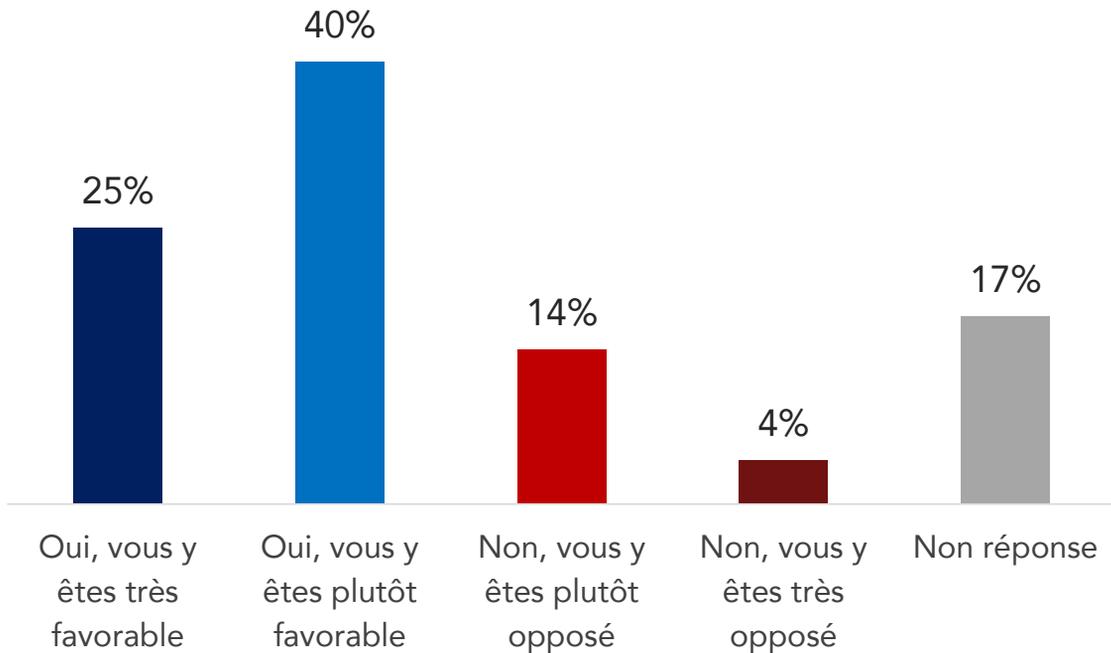
Si oui : Pour quelles raisons ?



L'introduction de la proportionnelle

Souhaitez-vous que pour les prochaines élections législatives en 2022, le mode de scrutin soit modifié pour introduire une dose de proportionnelle, permettant de représenter à l'Assemblée nationale tous les partis politiques ayant recueillis au moins 5 % des suffrages exprimés ?

Sous-total
« Favorable » **65 %**



La réforme des institutions européennes

Concernant l'Union européenne, seriez-vous favorable aux réformes suivantes pour les années à venir ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

« Oui » 69 %

La création d'un office européen de l'asile et une police européenne des frontières



« Oui » 69 %

La création d'un budget de Défense européen et d'une « force commune d'intervention » européenne



« Oui » 56 %

La création d'un Ministère des Finances de la zone euro



« Oui » 52 %

La mise en place d'une taxe sur les transactions financières au niveau de l'UE



« Oui » 49 %

« Non » 31 %

Le renforcement des pouvoirs du Parlement européen par rapport à la Commission européenne et au Conseil européen (regroupant les chefs d'Etat et de gouvernement)



« Oui » 46 %

« Non » 35 %

La modification du mode de scrutin des élections européennes, permettant de voter pour des listes transnationales regroupant des candidats de différents pays

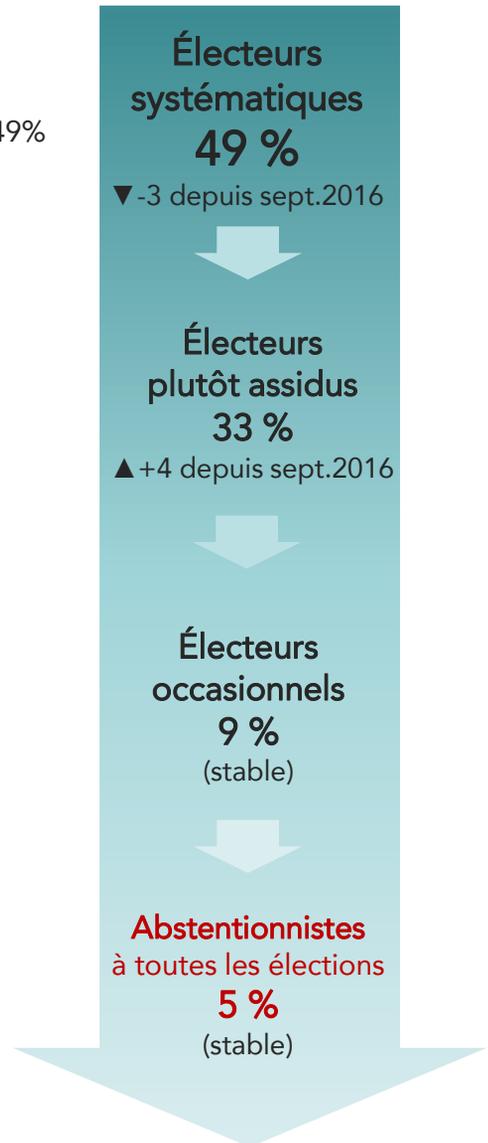
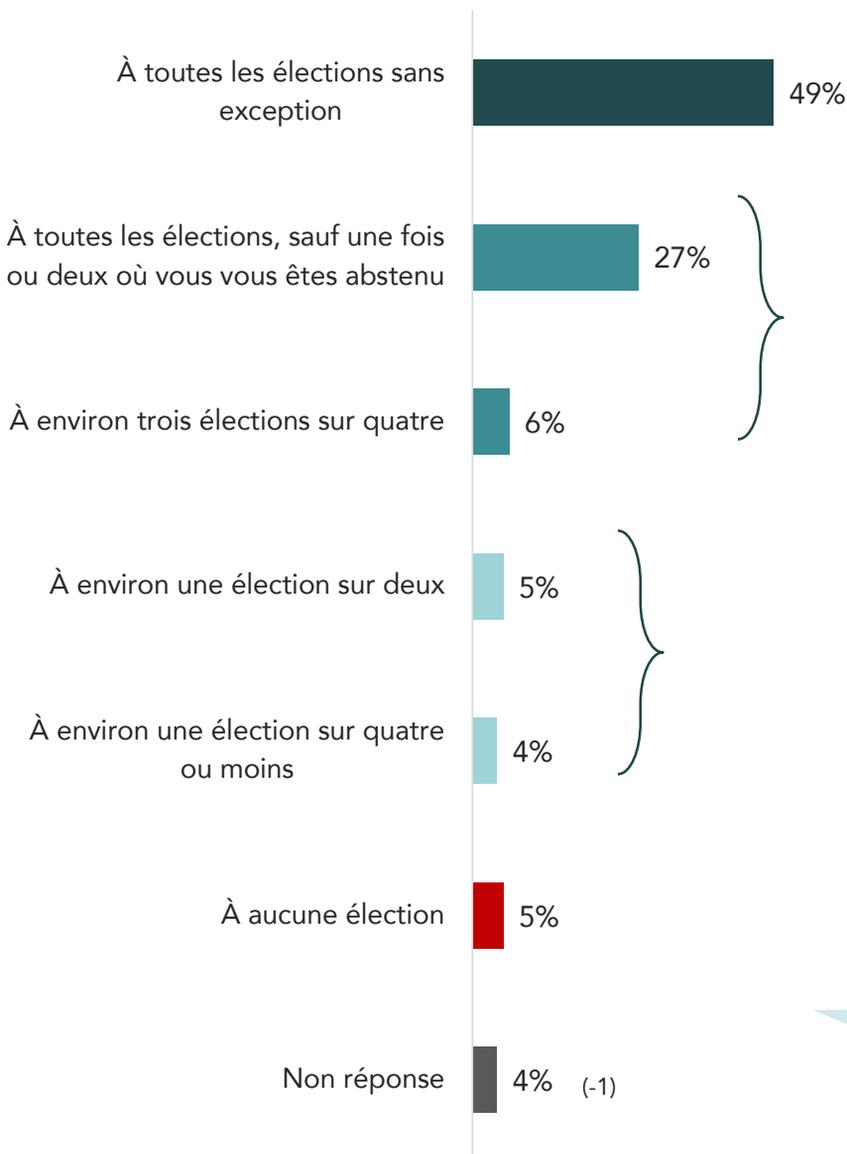




IV. Le vote et l'abstention, les Primaires

La fréquence du vote

À titre personnel, à quelle fréquence avez-vous voté au cours des dix dernières années, quel que soit le type d'élection (présidentielle, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes ou référendums)... ?



Les Primaires

Par rapport aux élections primaires organisées par différents partis politiques ces dernières années (le Parti socialiste en 2006, 2011 et 2017, Les Républicains et Europe Ecologie Les Verts en 2016 notamment), êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord pour dire que... ?

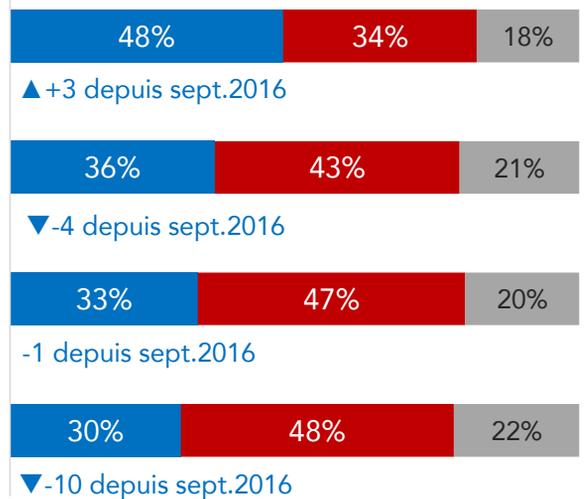
Un candidat à la Présidence de la République n'a pas à passer par des élections primaires, il doit se présenter directement devant le peuple

Les élections primaires renforcent la personnalisation de la vie politique

Les élections primaires renforcent la démocratie

Tous les partis politiques devraient organiser des élections primaires

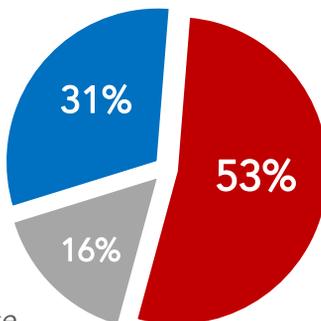
■ D'accord ■ Pas d'accord ■ Non réponse



Et diriez-vous des élections primaires, quelles qu'elles soient... ?

Qu'elles favorisent le débat d'idées au sein d'une famille politique

▲ +4 depuis sept.2016



Qu'elles encouragent surtout les oppositions de personnalités

▼ -6 depuis sept.2016



V. L'engagement citoyen, la démocratie participative et les nouveaux outils numériques

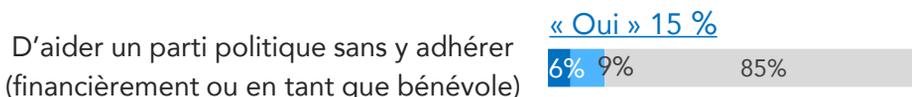
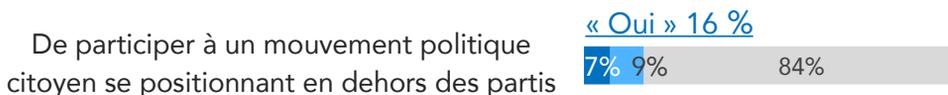
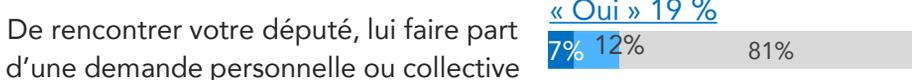
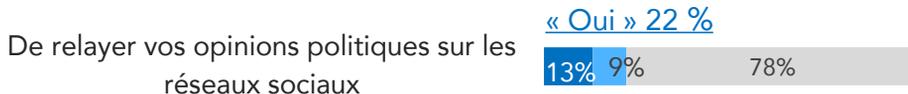
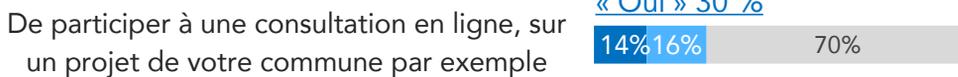
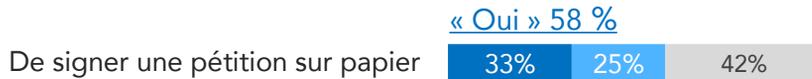
L'engagement civique et politique

Vous est-il déjà arrivé, à titre personnel... ?

- Oui, plusieurs fois
- Oui, une fois
- Non, jamais

Et pourriez-vous envisager, à l'avenir... ?

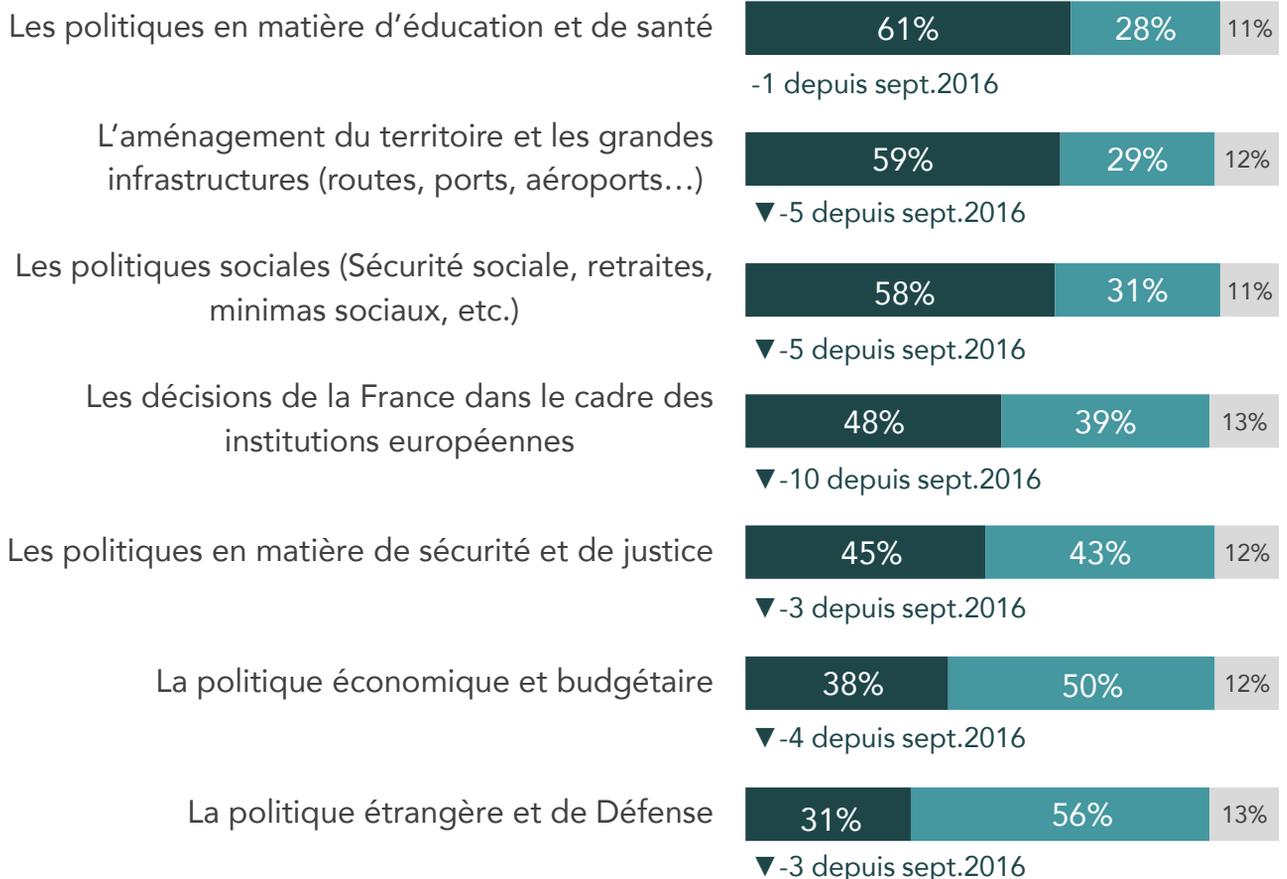
- Oui, certainement
- Oui, probablement



Le recours au référendum selon les enjeux

Pour chacune des politiques publiques suivantes, pensez-vous qu'il est souhaitable de consulter davantage les citoyens sur ces décisions, par exemple par référendum ou des consultations publiques, ou au contraire que ces décisions doivent surtout être prises par des responsables politiques élus et expérimentés, en leur âme et conscience, après avoir écouté les citoyens plutôt que par les citoyens eux-mêmes ?

- Il faudrait consulter davantage les citoyens sur ces décisions, par exemple par référendum
- Ces décisions doivent être prises par des responsables politiques expérimentés plutôt que par les citoyens eux-mêmes



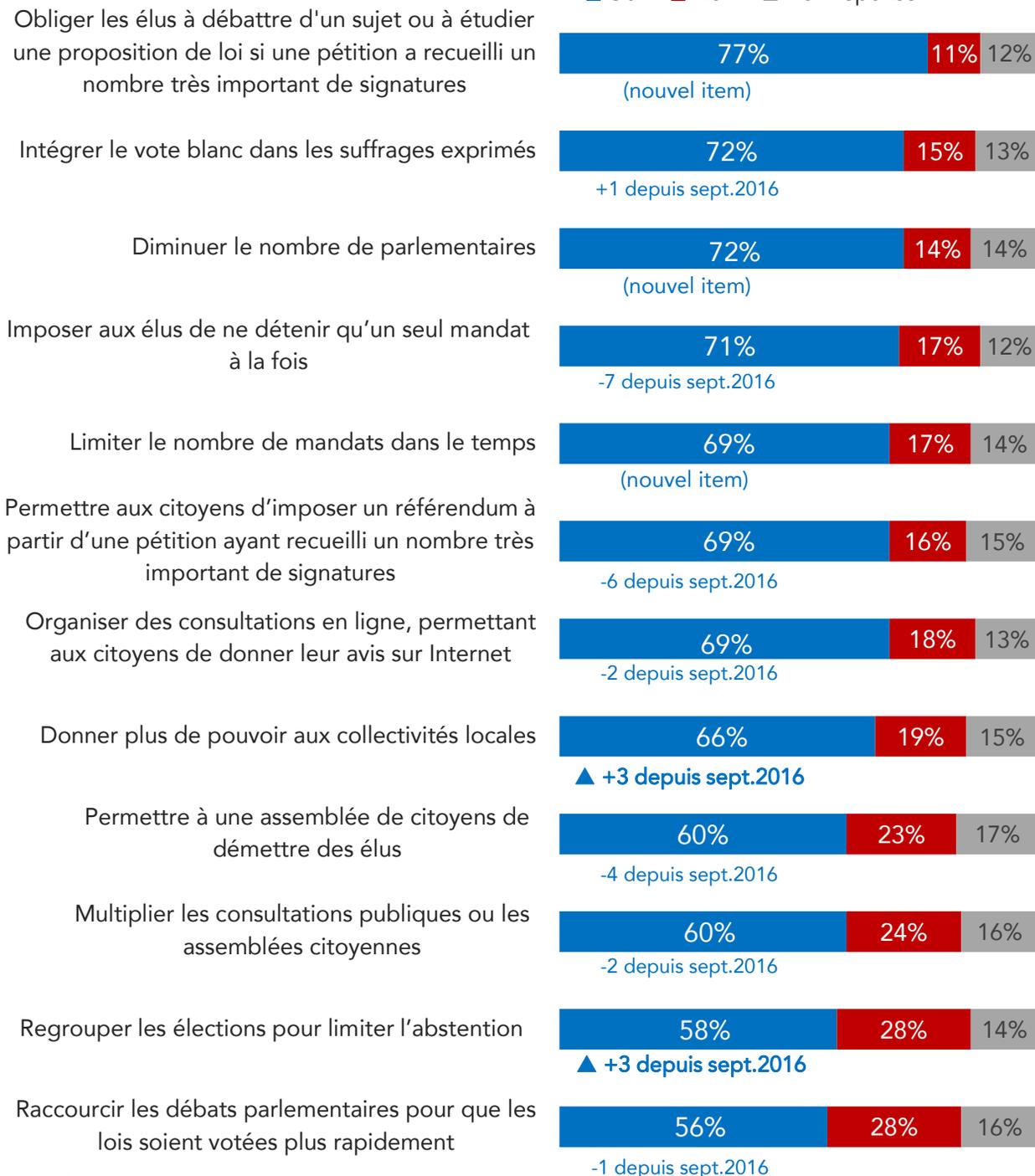


VI. La hiérarchie des solutions démocratiques

Les réformes utiles à la démocratie (1/2)

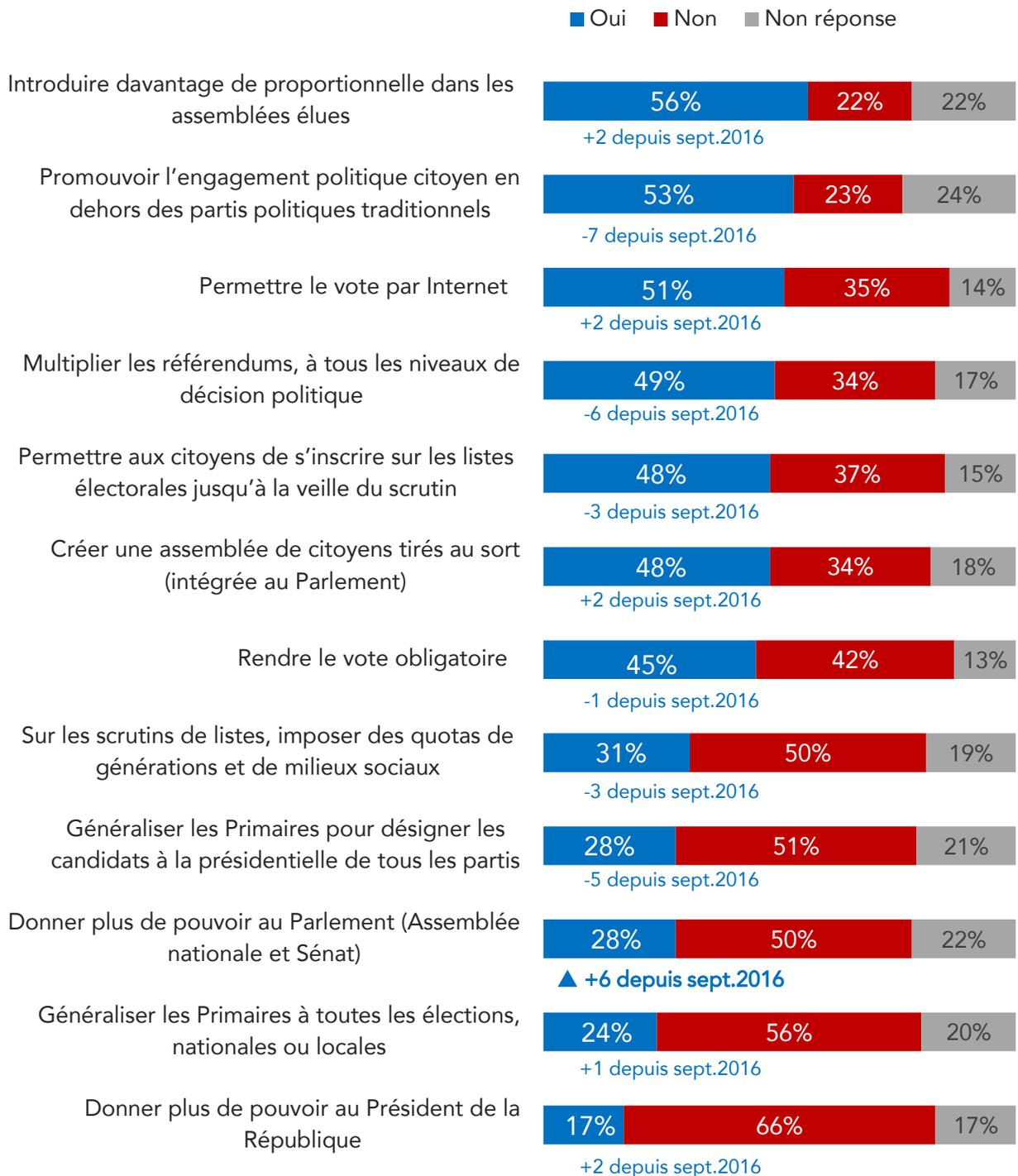
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle **utile pour la démocratie** ?

■ Oui ■ Non ■ Non réponse



Les réformes utiles à la démocratie (2/2)

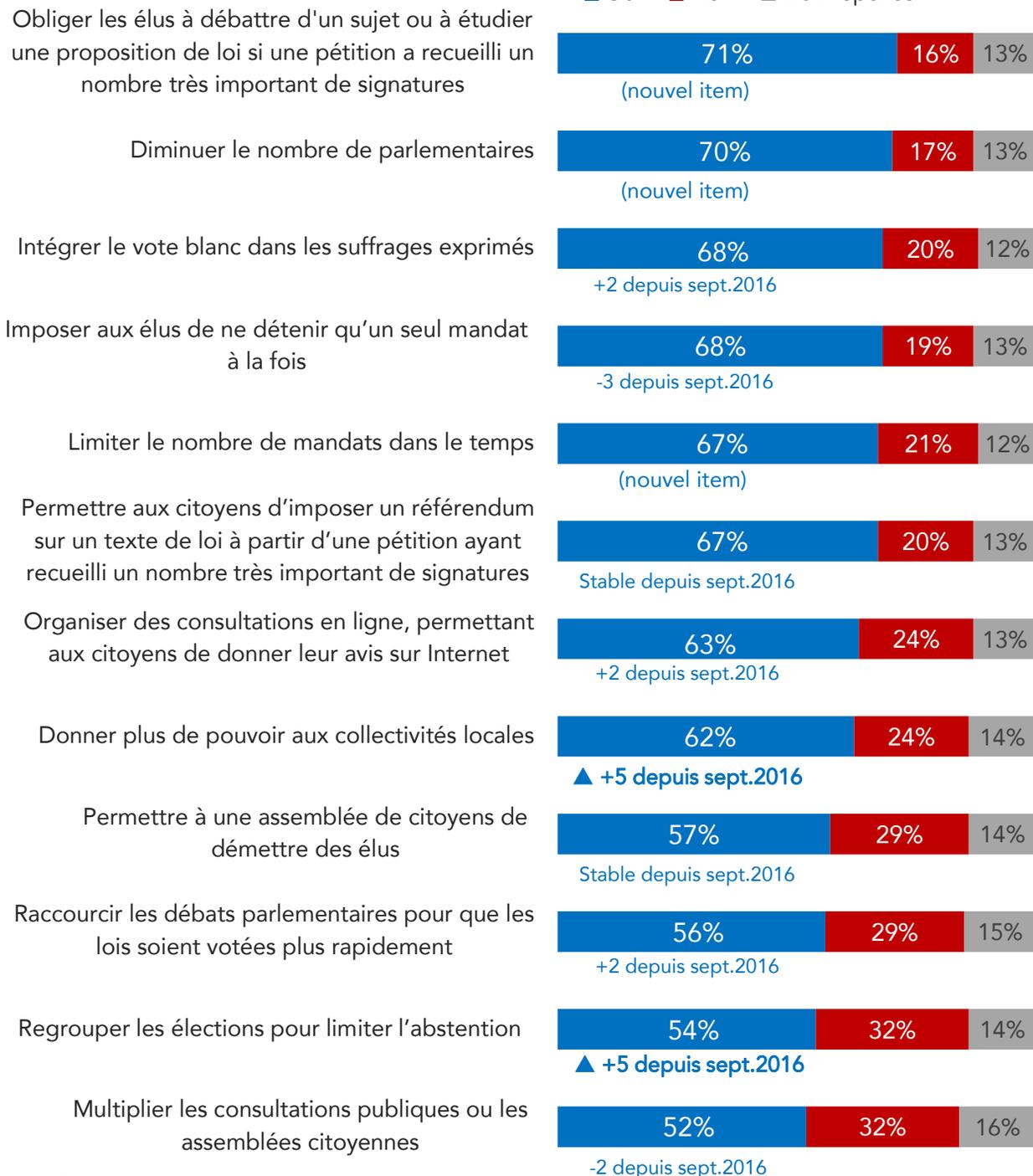
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle utile pour la démocratie ?



Les réformes importantes pour soi (1/2)

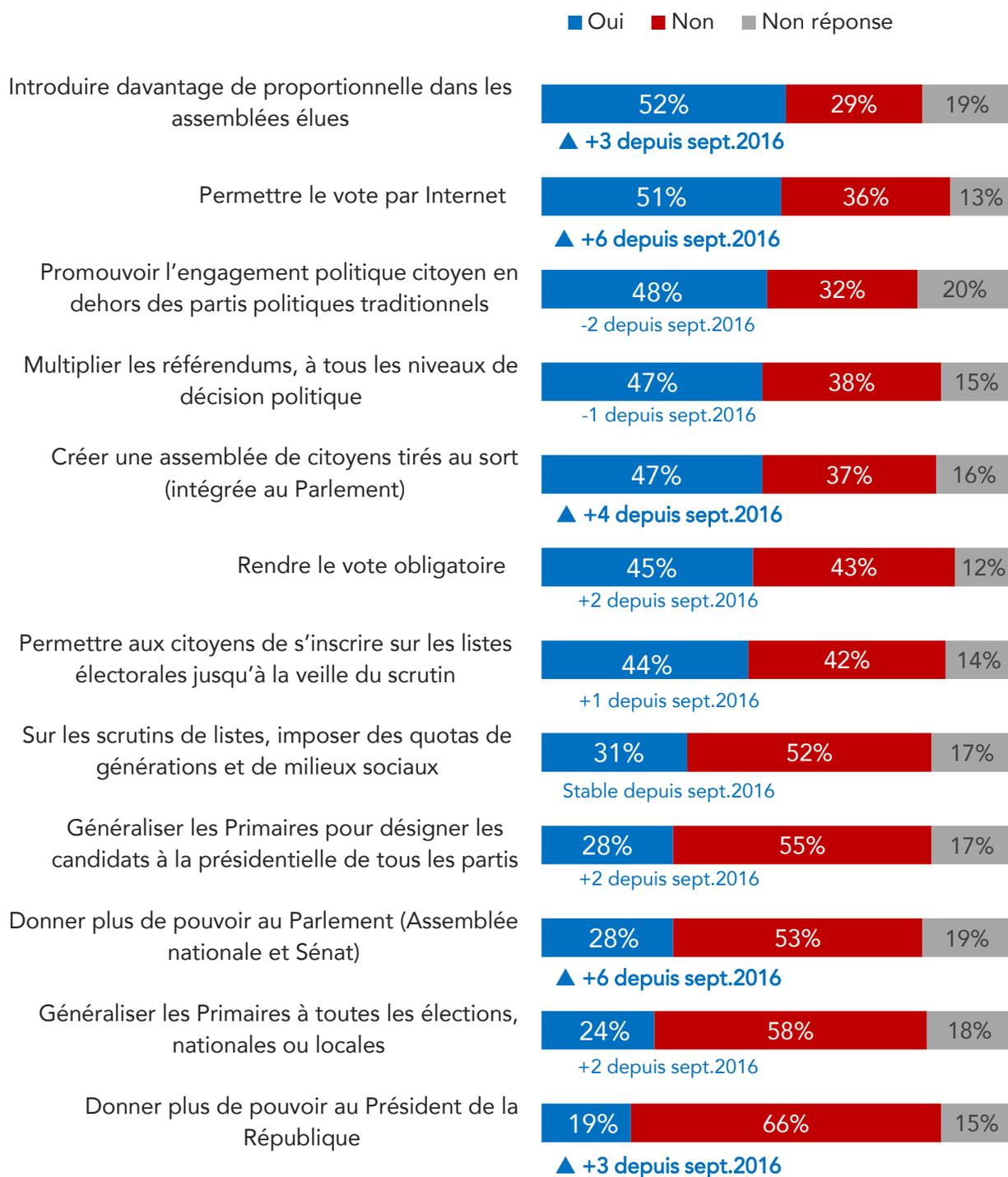
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle **importante pour vous** ?

■ Oui ■ Non ■ Non réponse

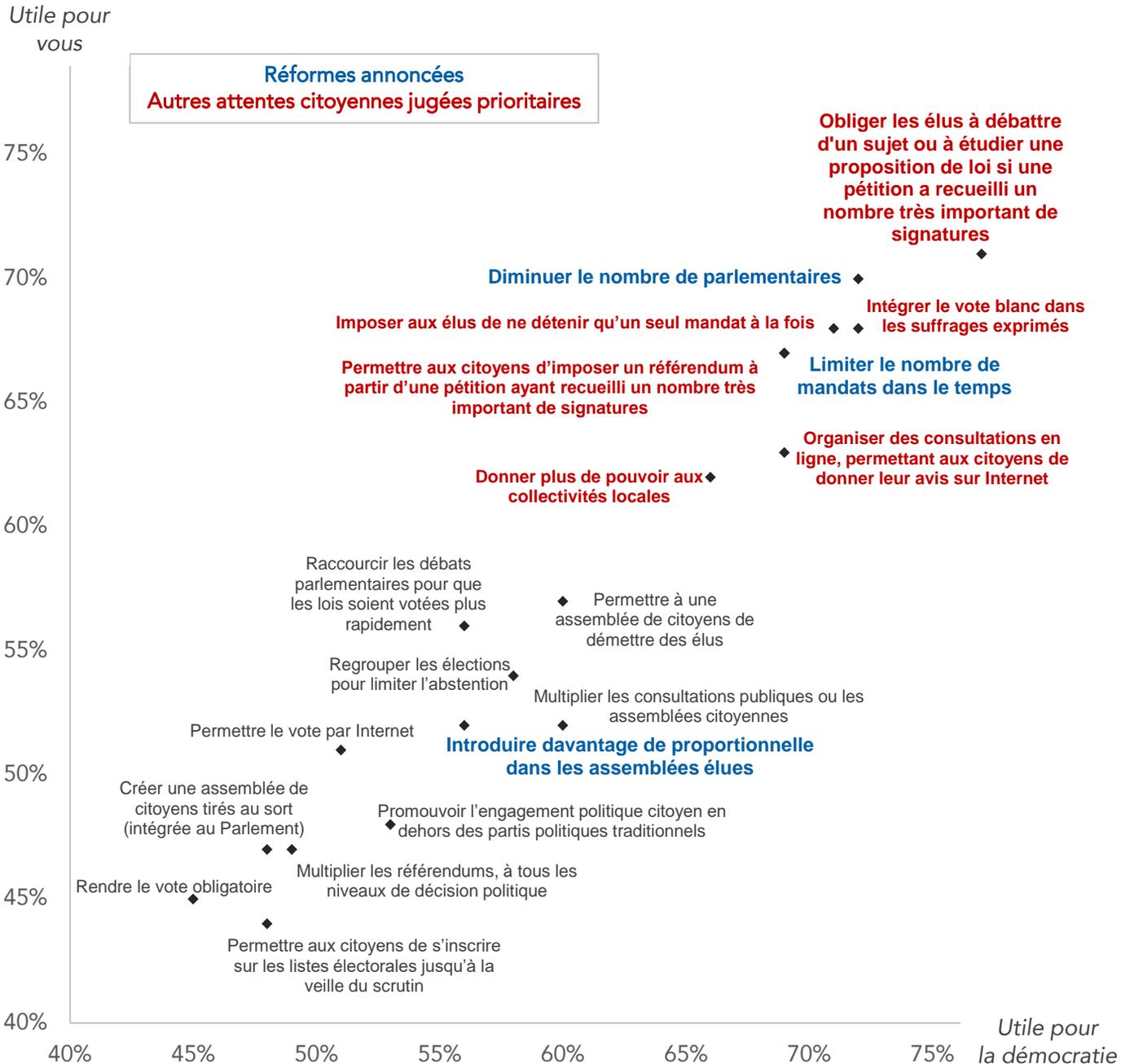


Les réformes importantes pour soi (2/2)

Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle **importante pour vous** ?



Bilan : Palmarès des réformes les plus attendues





Annexe
*Note sur les marges d'erreurs
et effectifs utiles*

Note sur les marges d'erreur

Comme toute enquête quantitative réalisée par sondage, les résultats de cette étude sont soumis à une incertitude statistique appelée marge d'erreur ou intervalle de confiance, dont l'amplitude dépend du nombre de personnes interrogées (taille de l'échantillon) et du pourcentage observé :

Taille de l'échantillon	Pourcentage observé					
	5 ou 95 %	10 ou 90 %	20 ou 80 %	30 ou 70 %	40 ou 60 %	50 %
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
500	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	5,0
1000	1,4	1,8	2,5	2,85	3	3,1
2000	1	1,3	1,8	2,1	2,2	2,25

Lecture du tableau :

Dans le cas d'un sondage auprès d'un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 20 %, la marge d'erreur est égale à 2,5. Le pourcentage réel est donc compris entre 17,5 % et 22,5 % (avec une certitude de 95 %).

VI VOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. » Joris-Karl Huysmans



Études Conseil Stratégie pour l'avenir des entreprises et des institutions Paris - Londres - Casablanca

Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Échos*, BFM Business, France 2, RTL et France Inter
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.

